

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à la mairie de Foix, mercredi 29 septembre 1982.

Monsieur le maire,

- Merci pour votre accueil, merci pour vos paroles. Merci aussi pour les indications et précisions utiles qui donnent à ce voyage sa véritable signification.

- Je suis venu pour entendre les autres mais j'ai été conduit à intervenir souvent, par nécessité et par courtoisie, parce qu'il était bon que le Président de la République pût parler avec les populations par l'entremise de leurs élus dans tous les départements que j'ai visités. Le plus important était ce qui m'était dit par ceux qui vivent sur le terrain, qui participent à la vie des habitants de cette région et qui ont pour charge de l'exprimer.

- Nous nous connaissons depuis longtemps, monsieur le maire. C'est pour moi un très grand plaisir que de vous retrouver ici, toujours solide, ayant la pensée ferme et conduisant les affaires avec l'expérience et la finesse que je connais. J'ai retrouvé aussi dans cette salle, mesdames et messieurs, nombre des conseillers municipaux que j'avais rencontrés dans le passé. Je revois bien des visages connus, bien des visages amis et ceux que je n'avais pas l'avantage de connaître, je dis à quel point il est important pour moi d'être bénéficiaire de votre bienvenue.

- Au-cours de ce voyage, je ne pouvais parler de tout bien qu'on ait parlé de beaucoup de choses hier soir à Toulouse, devant les 2000 personnes représentant les diverses collectivités locales, les diverses sources d'intérêt. J'ai tenté de rassembler les données autour desquelles M. le président du conseil régional `Alex Raymond` avait organisé son propre discours, vaste, à la fois précis et détaillé. Mais en dépit de ses efforts, bien des aspects, bien des questions particulières n'ont pu être traités. Ils ne sont pas oubliés pour autant.

- Par exemple, vous n'avez pas encore attiré mon attention - et je n'incrimine personne - sur les problèmes des relations du vieux Comté de Foix et de l'Andorre. Là, vous m'avez posé une colle. J'y réfléchirai, je vais voir ce que je peux faire. C'est vrai, comment satisfaire Foix, sans offenser Perpignan, c'est un problème politique comme il s'en pose tous les jours. Vous invoquez l'histoire ancienne, ils invoqueront l'histoire du dernier siècle, on va voir ce qui prévaudra. Moi, je réserve mon jugement mais cela n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd.\

Pour le reste, j'ai relaté, dans les principaux discours que j'ai été amené à prononcer, la démarche de ce gouvernement, gouvernement que j'ai formé, de cette politique que j'ai définie et qui me lie par le contrat des élections à l'ensemble du peuple français et en-particulier à ceux qui ont apporté leur suffrage et auxquels je dois rendre ce qu'ils m'ont apporté.

- Dans l'ensemble des questions évoquées, j'aurais pu traiter des responsabilités d'un ministre après l'autre. Tous ont des responsabilités importantes. A ce propos, on ne s'est pas assez rendu-compte que le nombre des ministres et des secrétaires d'Etat - qui, d'ailleurs, ne bat pas le record de la 5ème République que l'on peut attribuer à M. Chaban-Delmas, à égalité je crois avec M. Chirac, nous réservant quant à nous de battre le record sur d'autres plans - était nécessaire pour composer ce gouvernement. Depuis fort longtemps, j'allais dire depuis toujours, les forces populaires qui ont obtenu la majorité et dont le candidat était élu, étaient éloignées depuis si longtemps, j'allais dire depuis presque toujours, de la direction de la France, de l'administration, nommée, formée à des disciplines qui n'étaient pas forcément celles d'aujourd'hui. Bien entendu, au service de l'Etat, il y a lieu de faire confiance à la fonction publique très qualifiée dans les décisions à prendre. Mais enfin, des orientations devaient être de nouveau fixées et il fallait des responsables politiques partout où existent de grands corps administratifs pour que ce

ne soit pas l'administration - en dépit de ses mérites, que je viens de souligner - ni la technocratie, qui est un terme souvent employé de façon péjorative mais pas dans ma bouche, pour que ce ne soit pas elles qui gouvernent, plus avec nous qu'avec d'autres, car nous avons à informer et à former dans le respect des opinions de chacun de telle sorte que le gouvernement soit écouté, suivi et ses directives respectées. Elles le sont la plupart du temps.

- Mais, je le répète, je me réjouis lorsque vous me dites que dans l'Ariège on a, à travers le temps, peut-être en dépit d'avoir d'autres activités, fourni à l'Etat, à la République, de très nombreuses personnalités et même, au niveau le plus modeste, des fonctionnaires assidus à leur tâche, compétents et sérieux. J'imagine qu'ils sont encore nombreux, tels les retraités par exemple, à peupler vos villages, à apporter l'amour qu'ils ont eu du service public, disons leur capacité de dévouement. On en retrouve dans de nombreux conseillers municipaux.

- Mais la tâche de ce gouvernement est quand même particulière. Nous avons vraiment besoin de compter sur les énergies, mais aussi sur les dévouements. Nous incarnons l'Etat, l'Etat recouvre tous les français, mais l'Etat se traduit au travers d'un certain nombre de décisions qui sont prises par le Président de la République, par le gouvernement. Il faut donc qu'il y ait une suite, une continuité dans l'esprit et dans la démarche. C'est à quoi je dois particulièrement veiller.\ Parmi les domaines qui n'ont pas été étudiés au-cours de ce voyage, je pense à l'un d'entre eux qui est fort bien traité par le responsable `Raymond Courrière`, membre du gouvernement, c'est le problème des rapatriés. En effet, la région Midi-Pyrénées a naturellement accueilli beaucoup de nos concitoyens qui se sont trouvés précipités dans un drame terrible avec la déchirure que cela suppose : perte de leur activité, du sol sur lequel ils vivaient, où ils avaient fondé leur famille, éloignés de leurs cimetières. C'est une des grandes déchirures du siècle. Et l'un des devoirs du gouvernement, c'est de comprendre les besoins moraux et matériels de cette partie de la population. Je tiens à dire cela à Foix parce que je me trouve ici, physiquement et géographiquement plus proche d'un grand nombre de ces concitoyens.

- Et si je me réjouis de l'action menée sur de nombreux plans par le gouvernement qui a abordé et résolu bien des questions qui étaient restées en souffrance - vous ne trouverez pas de mots plus exacts - depuis plus de vingt ans, je crois que, incessamment, le gouvernement sera appelé à prendre des dispositions qui marqueront que nous entendons avancer d'un pas ouvert et libre vers le devenir sans que nous soyons toujours retenus par les oppositions du passé.\

Et puis, j'ai cherché à rappeler un certain nombre de données de base que j'ai expliquées à Figeac et que je redis au moment de quitter la région Midi-Pyrénées : j'ai expliqué - à quel esprit de bon sens cette pensée ne viendrait-elle pas ! qu'à compter du moment où se déroulait une organisation politique différente, très différente de celle qui l'avait précédée, il fallait bien créer l'instrument, le soubassement d'abord sur lequel on agirait, puis l'instrument qui permettrait de préparer le présent à court terme, mais aussi l'avenir, les années à venir. Nous avons mis en place les institutions décentralisées qui vous permettront, monsieur le maire, qui vous permettront, mesdames et messieurs les élus, de disposer d'un plus grand moyen par de plus grandes compétences, de décisions appliquées à votre pays et Dieu sait si vous êtes fiers d'un certain nombre de vos traditions, de votre originalité, de votre personnalité !

- On décentralise donc, pour la première fois, il faut le dire, depuis la centralisation de l'Etat qui est d'ailleurs une constante de l'histoire de France - on la retrouve aussi bien dans Louis XIV qu'on l'a retrouvée, on dit toujours avec les Jacobins, beaucoup plus avec Bonaparte, Napoléon Ier, et puis dans la suite des temps, au XIXème siècle où l'on a vu la bourgeoisie dominante maintenir autour de la capitale et de l'administration centrale l'essentiel des pouvoirs sans jamais le relâcher. C'est la première fois. Bien entendu, je comprends la raison de cet effort vers une cohésion tenue par une administration centrale puissante à l'époque de la grande première révolution française, où le tissu français risquait de se déchirer sous la poussée des contradictions politiques, économiques, religieuses, par le fait que cette révolution avait pris de plein fouet un ancien régime qui venait de s'écrouler et des oppositions qui s'étaient exaspérées.

- Il a fallu tenir le corps du pays mais est arrivé un moment où l'excès de centralisation, alors qu'il n'y avait pas de péril pour l'unité nationale, tendait à étouffer les particularismes, à étouffer les cultures, à étouffer les langages, à étouffer les identités, d'où les proclamations que j'ai faites

les coteries, à écarter les langages, à écarter les racines, à ce les proclamations que j'ai faites il y a bien longtemps, du droit à la différence. Ce droit à la différence, qui pourrait supposer que j'irai le proclamer et le mettre en oeuvre jusqu'à mettre en péril l'unité nationale dont j'ai la charge ? Personne ne peut y penser. Ceux qui pourraient extrapoler et croire que cette démarche nécessaire pourrait être complaisante à l'égard de ceux que rien ne satisfait, ceux-là se tromperaient gravement.

- Mais vous, Ariégeois, qui avez servi la France avec tant, tant de courage et de dévouement, qui avez fourni, vous l'avez rappelé et vous avez bien fait, nous le constateront en nous rendant au monument aux morts, tant de jeunes gens issus de nos campagnes, du monde ouvrier, du monde paysan, qui ont été au premier rang du sacrifice, qui ont fait le don de leur sang, le sacrifice de leur vie, vous comprenez bien ce que cela veut dire, la France. Et, en même temps, vous êtes fiers et fidèles à ce que vous êtes et je tiens à ce que cela soit sauvegardé. Cela a été fait. Mais il a fallu du temps. Pourquoi ? Parce que j'ai tenu à restituer au gouvernement, d'une part, et au Parlement, d'autre part, conformément à mes engagements, leur réalité institutionnelle. Ce qui veut dire qu'il a fallu passer par des discussions, nécessaires mais naturellement longues, au sein des deux assemblées en respectant les allers et retours pour nous permettre de parachever le vote des lois. Cela est vrai aussi de l'élargissement du secteur public au travers des nationalisations d'un certain nombre de grands groupes industriels et du système bancaire. Il a fallu un an. Cela entre tout juste dans la réalité des faits. Nous ne pouvons donc pas encore juger, nous n'avons pas encore été en mesure de tirer tous les avantages de cette situation. Il fallait créer un instrument.\

Et puis, la réduction des inégalités n'était-elle pas nécessaire dès le mois de juin 1981 ? Il était nécessaire de tailler vivement dans la réalité sociale pour que les plus démunis - cette -majorité de Français qui sont des gens modestes, qui ont des difficultés pour joindre les deux bouts - se trouvent réconfortés dans leur action et, en même temps, que leurs moyens de vivre se trouvent comparativement accrus. Car les traditionnels des décennies, peut-être même faut-il trouver des racines tout le long du XIXème siècle avec la naissance de la société industrielle, eux ne souffraient aucunement des sacrifices demandés à la nation.

- Cela n'est pas si aisé et c'est là que se trouve la continuité de notre politique. Elle est essentiellement dans un objectif qui tend non pas à égaliser en ratissant la société française, mais d'abord à donner naturellement l'égalité des chances et plus encore en rectifiant constamment les déséquilibres, les injustices, les inégalités, afin de recréer une cohésion sociale et nationale qui repose sur ce que je crois être l'intérêt profond de la France. D'autant plus que ce sont ces forces vives, les forces du travail, les forces de la production qui se trouvaient généralement lésées dans le partage du revenu national.

- Cela aussi a été commencé et est loin d'être achevé. Non seulement sur-le-plan matériel mais sur-le-plan moral, d'où les nouveaux droits des travailleurs dans les entreprises, ce qui d'ailleurs ramasse un certain nombre de dispositions que l'on trouve dans les démocraties occidentales et sur lesquelles la France était très en retard, elle qui se flattait souvent d'avoir un esprit plus social que les autres. Tout cela, je tiens à vous le rappeler pour bien vous marquer de quelle façon pendant quinze mois nous avons, je le répète, bâti les fondations et puis forgé l'instrument. Maintenant, nous les avons. Et il faut que les responsables sentent bien que nous sommes entrés dans une nouvelle période.\

Tout cela a exigé de notre part un effort considérable. Quand je dis de notre part, je veux dire de la part des Français dans les conditions difficiles d'une économie nationale qui doit se développer au creux d'une crise internationale avec la folie des taux de change, du dollar, des taux d'intérêt, avec les matières premières qu'il faut acheter dans une monnaie étrangère, monnaie dominante, monnaie abusive, avec l'avance prise sur le -plan technologique, sur le -plan industriel par plusieurs grands pays du monde dans la plupart des secteurs que nous avons à restaurer. J'aurais pu rappeler que le plan textile, décidé par ce gouvernement, a sauvé ce qui peut être sauvé du textile, sans quoi nous serions devant une tragique et terrible faillite totalement imputable à l'incurie précédente. Bon, il y a d'autres choses encore sur lesquelles je n'insisterai pas.

- Il faut maintenant à partir de là que notre direction soit assurée. Elle passe par beaucoup

d'éléments nécessaires qui touchent d'abord à la formation `formation professionnelle` des hommes, des femmes, de telle sorte que nous disposions alors de cet instrument. Mais c'est une oeuvre de longue haleine qui ne peut guère s'improviser, qui a besoin d'immenses crédits dont nous ne disposons pas, et qui va nous permettre, à travers des plus jeunes de disposer des formidables structures d'une intelligence appliquée aux besoins du monde moderne. Tout cela ne pourra être fait que si nous retrouvée que si nous avons réussi - et nous sommes en-train de le faire - notre lutte contre l'inflation, ce qui nous a conduit à prendre des mesures souvent difficiles. Maintenant, nous allons sortir du blocage, je l'espère, dans la compréhension des responsables qui se trouvent de part et d'autre du monde social et de l'économie.

- Oui, il fallait d'abord casser l'inflation, il fallait être en mesure, en même temps, de préserver suffisamment de croissance pour ne pas arriver à développer la récession comme d'autres l'ont fait, ou le font à l'heure actuelle, dans des pays voisins. Il fallait arriver à harmoniser la lutte contre l'inflation et, d'autre part, maintenir un taux de développement suffisant. C'est une oeuvre économique et politique difficile à réussir. Nous nous y sommes appliqués, nous avons besoin de votre -concours, ce qui me faisait dire encore récemment - je me répèterai parce qu'il faut se répéter - que le revenu disponible des ménages, suivant les termes même de la comptabilité publique - documents que vous pouvez vous procurer - n'a régressé qu'en 1980, qu'il a progressé faiblement en 1981, en 1982, et que ce sera le cas en 1983. Chaque fois qu'il y aura une menace de défaillance, nous corrigerons ce que peuvent supporter les salaires, comme nous le faisons dès cette année, par l'ensemble des dispositions fiscales et spéciales qui, compensant cette défaillance, font que le revenu disponible pour consommer et pour épargner, ce qu'on a en somme pour vivre, puisse rester suffisant pour ne pas marquer une décroissance qui alors serait inquiétante. Pourtant, on le sait bien, c'est la somme de nos efforts - les efforts c'est toujours pénible, mais c'est aussi salvateur - c'est la somme de nos énergies, de nos volontés, de nos intelligences, de nos compétences qui mettra le pays à pied d'oeuvre et nous permettra de supporter les concurrences.\

Voilà sur quoi il faut s'attacher. On peut créer une structure industrielle, il y aura une loi prochaine dans-le-cadre du IXème Plan, qui sera débattu au-plan des régions. Toute une série de contrats ont été abordés dans la journée d'hier, n'est-ce pas, monsieur le président de région, ici présent ? Et puis, nous allons nous attacher à développer, d'abord à sauvegarder naturellement l'industrie traditionnelle dont nous avons besoin pour l'indépendance nationale. Voyez à quel -prix, à quelle peine, pour la sidérurgie, les charbonnages, pour le textile, les industries plus modernes qui représentent un énorme poids dans l'économie nationale, dans lesquelles on aurait peut-être pu davantage, il y a dix ans, cinq ans, prévoir les investissements nécessaires ! Je pense en-particulier à l'automobile - je serai au Salon de l'Auto dans quelques jours et j'aurai l'occasion de le dire - qui représente vraiment une grande capacité pour la France, à condition de préparer l'avenir.

- Et puis les industries, disparues ou pratiquement disparues qu'il faut ressusciter. Nous en avons les moyens, je pense à l'industrie du bois, je pense aux industries du cuir. Et puis celles qui représentent vraiment les avancées hors desquelles il serait impossible de supporter les concurrences, je pense à l'électronique sur lequel nous avons de très grandes réussites. On a créé le Centre mondial de l'informatique avec des chercheurs français et étrangers. Nous avons simplement complété ce qui était une formidable armature de grands savants français dans toutes les universités. Je viens d'ailleurs à l'instant de constater à Toulouse qu'il en était ainsi.\

Bon, nous avons des atouts. Après, il faut former des gens. Savez-vous que les grands pays comme le Japon, comme les Etats-Unis, comme l'Allemagne qui sont apparus comme plus avancés que nous dans cce domaine, ce qui n'est pas toujours exact, sont obligés aujourd'hui de payer le prix d'une négligence grave : ils n'ont pas formé les femmes et les hommes, les techniciens. Ils sont en -train, en dépit de leur grande réussite, de buter sur cette énorme difficulté. Nous, il nous faut penser à celà tout de suite avec des crédits encore trop faibles. Il faut se débattre à l'intérieur d'un budget difficile pour que la recherche, l'industrie, l'éducation nationale, la culture qui, tous, concurrencent à la formation, puissent apporter les résultats que j'en

attends.

- On fait toujours le compte des ressources - on a raison, et vous m'avez dit que votre sous-sol est riche encore. On fait le compte des ressources de l'agriculture, des ressources des circuits de distribution, des ressources de l'industrie, mais la ressource humaine reste la principale. Il faut l'entretenir et il faut la développer, il faut la perfectionner la ressource humaine, la ressource des esprits, toutes les ressources qui font ce mélange souvent détonnant des besoins matériels et des besoins spirituels mais qui exigent qu'un pays retrouve toutes ses sources tout en n'hésitant pas à aller hardiment vers l'avenir.\

De tout cela, des difficultés de la vie quotidienne, j'entretiendrai les Français comme je l'ai fait pendant ces deux jours et demi, comme nous le faisons en ce moment. J'en ressens de plus en plus la nécessité, pour moi-même et peut-être pour répondre au besoin d'explication et de compréhension qu'éprouve l'immense majorité de notre peuple et au fond, il est tout à fait disposé, il comprend bien la nécessité de l'effort, d'autres ont dit de la rigueur. La rigueur n'a de sens que si c'est simplement une discipline que s'impose la nation, ayant bien compris les objectifs qui finalement la serviront. Il faut donc s'expliquer et on a peut-être manqué d'explications bien qu'un certain nombre de responsables, particulièrement le Premier ministre `Pierre Mauroy`, ait montré au-cours de tout ce temps une présence, une action, une réalité dans le sens des responsabilités qui ne peuvent qu'être reconnues. Mais, moi-même, il faut que j'explique. C'est ce que je ne manquerai pas de faire au-cours des mois prochains.

- Je suis à l'Élysée. Mais vous m'y avez envoyé, mesdames et messieurs, dans votre majorité. Je ne m'en plains pas du tout. Je ne suis pas de ceux qui gémissent sur les contrariétés de la charge. Non, je les prends toutes comme elles sont. Avec bonne humeur et avec le sentiment, en tout cas avec la volonté, de les assumer pleinement. Non, ce que j'entends ici et là, ça ne m'impressionne pas du tout, je vous le dis tout de suite. Mon devoir c'est de servir le pays donc bien savoir ce qu'il souhaite, ce dont il souffre et bien lui expliquer, ce qui fait que ça ne va pas aussi vite qu'il voudrait, pas aussi bien qu'il le faudrait et que cependant on avance vers de grands objectifs avec de grandes ambitions.

- L'indépendance du pays ne se gagne pas aujourd'hui, dieu soit loué, sur les champs de bataille. En tout cas pas en Europe, pas chez nous, mais elle se gagne dans des combats, qui sont aussi très difficiles, sur le -plan de l'économie. Chaque fois que tombe un secteur industriel, c'est une bataille, une grave bataille perdue. Il faut en avoir conscience. Eh bien ! nous allons en gagner. C'est pourquoi, j'ai employé deux expressions : résister et conquérir. Ce ne sont pas des slogans. C'est ce que j'éprouve au fond de moi et c'est ce que je crois ressentir au-travers de vos propos, dans votre présence, dans l'extrême attention, dans l'espérance des foules, que je rencontre. C'est ce j'éprouve lorsque je rencontre les responsables. C'est une épreuve de volonté.

- La France et les Français le peuvent et ils en ont conscience. Il faut qu'ils en aient le moyen et s'ils en manquent, il faut qu'ils le forgent. C'est ce que nous allons faire ensemble, mesdames et messieurs.

- Merci à la ville de Foix, au département de l'Ariège, merci aux responsables de cette ville et de ce département de m'avoir fourni l'occasion de retrouver une fois de plus ce sens profond de l'hospitalité et de l'échange qui fait partie de vos vertus.

- Merci mesdames et messieurs.\